

VOTRE RÉGION

L'ACTUALITÉ DES HAUTES-ALPES ET DE LEURS ENVIRONS

LE QUEYRAS AU JT

Maïa sur TF1

■ Des journalistes de TF1 ont passé le week-end dans le Queyras. D'abord à Château-Ville-Vieille pour les bonbons au miel de Bernadette Lambert (la Ruche de Maïa). Et à Arvieux, pour la transhumance bovine. À voir aujourd'hui et en fin de semaine au JT de 13 h.



SYNDICATS

La CGT en campagne pour les salaires

■ Le syndicat travaille actuellement sur deux axes principaux : la revalorisation immédiate du SMIC à 1500 euros brut, et les négociations branche par branche des salaires. « Les négociations annuelles sont obligatoires dans les entreprises » indique Martine Hervé, de la CGT. Et la syndicaliste note que « les salaires des patrons français se classent en première position, quand les salaires médians sont les 14^{èmes} d'Europe ». Des distributions de tracts ont lieu afin de sensibiliser les salariés.

Préparer votre formation professionnelle au Lycée POUTRAIN à St Jean St Nicolas (05)

4^{ème} CPP et 3^{ème} DP6
 BEP Electronique
 BEP Techniques du Froid
 BEP Sanitaire et Thermique
 BEP Bois
 BAC Pro Audiovisuel Multimédia
 BAC Pro Technicien du Froid



Inscriptions au
 04 92 55 92 28

N054130556

INDISCRÉTIONS

Au débit

■ Bruno Lagier, maire de Barret-sur-Méouge et président du Pays Sisteronais-Buëch, qui « œuvre pour le désenclavement des zones rurales et s'est engagé à déployer le haut débit », est en colère : « Alors que la téléphonie mobile est fortement attendue par les populations locales, je ne vois pas voir d'évolution sur le développement de ces réseaux, notamment sur les zones d'Orpierre et de Barret-sur-Méouge. Je demande au conseil général d'installer rapidement les relais et trouve inadmissible que ce dossier traîne depuis trois ans ». C'est dit.

Au crédit

■ À porter au crédit de Daniel Chevallier, récemment attaqué par ses « camarades » : il n'a jamais cité dans ses interventions de noms d'élus de gauche (pour la droite c'est différent, évidemment). « Par contre, dit-il, je suis "abondamment" cité par "les miens" -ou les "ex-miens" - avec des commentaires souvent acariâtres. Je ne répondrai pas à ceux-ci car depuis longtemps j'ai fait mienne l'appréciation de Sacha Guityry : " Si ceux qui disent du mal de moi

savaient exactement ce que je pense d'eux, ils en diraient bien davantage " ». Reconnaissons tout de même que dans le microcosme politique, il n'est pas souvent nécessaire de citer un nom pour désigner son pire ami.

Aux fruits

■ Invité par Henriette Martinez, le conseiller " fruits " du ministre de l'Agriculture sera présent à l'assemblée générale du groupement de producteurs de fruits des Hautes-Alpes et Nord Sisteron, qui se déroulera à Laragne vendredi 23 juin. Il répondra à cette occasion aux questions des producteurs.

En Bulgarie

■ Après avoir participé à Bordeaux à un colloque sur le thème de " la refonte du dispositif de la protection de l'enfance " (où elle a présenté la proposition de loi dont elle est l'auteur), Henriette Martinez, désignée à nouveau par Jean-Louis Debré pour représenter la France, est depuis hier en Bulgarie... où elle participe durant deux jours à la conférence mondiale des femmes parlementaires pour la protection de l'enfance.

RÉGION EXPRESS

HAUTES-ALPES Elimination des véhicules hors d'usage (VHU)

■ Jusqu'à présent, la suppression d'un véhicule était purement administrative et s'effectuait en préfecture, sur présentation de la carte grise (destruction physique non vérifiée). De nouvelles dispositions à compter du mois de juillet obligent à transférer les VHU vers des installations autorisées.

La reprise d'un véhicule hors d'usage complet est gratuite. Les opérateurs agréés délivreront aux propriétaires des véhicules un récépissé de prise en charge pour destruction. Après traitement, c'est à dire retrait des huiles, liquides de freins, de lave-glace, de refroidissement, etc., ils adresseront à la préfecture un certificat de destruction effective du véhicule. Ce document permettra de procéder à l'enregistrement de la destruction physique et à l'annulation de l'immatriculation. A ce jour, il existe un seul opérateur agréé sur le département : Garage pièces auto, ZA les Eyssagnières, 42 rue des Boutons d'or, 05000 Gap.

Pèlerinage à Lourdes

■ Ce voyage est proposé par le Secours catholique. Il aura lieu du 9 au 14 juillet et sera animé par le père Adrien Michel, aumônier diocésain du Secours catholique. Le trajet s'effectuera en car au départ de Briançon, Embrun et Gap. Logement à la Cité Saint-Pierre. Date limite d'inscription : 25 juin. Renseignements au 04 92 23 06 33 ou 06 08 12 89 25.

Accueil d'enfants

■ Le Secours catholique recherche encore 6 familles pour accueillir un enfant, entre 6 et 10 ans (pendant trois semaines cet été), afin de lui offrir des vacances, soit du 6 au 27 juillet ; soit du 27 juillet au 17 août. Vous pouvez prendre contact au 04 92 52 15 96 Secours catholique, 4c impasse de Bonne, à Gap.

LARAGNE Producteurs de fruits

■ Le Groupement des producteurs de fruits des Hautes-Alpes et nord Sisteron tiendra son assemblée générale vendredi 16 juin, à 16 h 15, à la salle des fêtes de Laragne.

SAINT-VÉРАН

C'était la fête des pères dimanche. Alors Michel Imbert n'est pas allé voir son troupeau tout de suite. Bien gardé, en théorie. Des filets de protection électrifiés, un chien patou et deux ânesses, réputées dit-on pour éloigner les prédateurs. Mais lorsque Michel Imbert est arrivé à l'enclos, à 150 mètres de sa bergerie, « mon troupeau avait disparu. Le chien aussi ». 530 brebis...

L'éleveur queyrassin n'a pas mis longtemps à comprendre. Et il a découvert un peu loin les cadavres de plusieurs brebis. « Je suis allé chercher mon frère et on est partis à la recherche du troupeau. On a ratisé la station (de Saint-Véran, ndr), on savait pas où il était ». Ils l'ont malheureusement suivi à la trace. « On a trouvé les brebis et le chien effrayé à plus de 2700 mètres d'altitude, dans la neige ! ». Avant, ils ont encore découvert des animaux morts. La dernière brebis égarée a été retrouvée à 2600 mètres.

27 bêtes perdues

Hier matin, Michel Imbert faisait les comptes : neuf brebis ont été égorgées, plusieurs dévorées. Neuf ont été



Michel et René Imbert montrent la chèvre attaquée par le loup. Une parmi 27.

blessées (dont huit euthanasiées) et neuf ont disparu. Pour les deux frères, qui sont associés, il n'y a pas de doute : « C'est le loup et il n'y en avait pas qu'un pour faire un tel carnage. Mais le pire, c'est que ça se passe dans un enclos protégé et pas loin des

maisons ». Le village de Saint-Véran n'est qu'à 300 mètres de l'enclos. « Je ne suis pas chasseur et je n'avais pas très envie de prendre un chien patou. Je l'ai quand même fait parce qu'on me le demandait. Ça n'a servi à rien », se désole Michel Imbert.

« Probablement le loup »

« C'est vrai qu'avec de telles protections, une attaque de prédateurs est plutôt rare et elle ne vient certainement pas d'un seul individu », observe Anne-Laure Plisson. L'agent de la brigade pastorale du parc du Queyras est venue faire des prélèvements hier, et a constaté les attaques, mais elle se garde de prononcer le mot " loup ". Les parcs électrifiés ? « Les prédateurs n'aiment pas l'électricité. Ils se débrouillent pour affoler les bêtes et les faire sortir de l'enclos ».



Les loups dans le Nord

Le Queyras et le nord de Guillestre et La Roche-de-Rame sont les seuls territoires où des groupes de loups seraient restés cet hiver. Pas de trace, au début de ce printemps, dans le Dévoluy, le Valgaudemar et la vallée de la Clarée. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, sa présence a également été identifiée. Comme l'année dernière, le protocole d'intervention loup a validé l'abattage de six loups sur l'arc alpin français. « Mais les tirs de prélèvement ont montré leurs limites », remarque Jean-Marc Pringault, directeur de la DDAF des Hautes-Alpes. Deux loups seulement avaient été abattus en France mais aucun dans les Alpes du Sud. Cette année, « le dispositif est plus souple ». Outre les tirs d'effarouchement, les " tirs de défense " sont autorisés. Mais dans un cadre très précis : l'éleveur ou le berger doit avoir subi deux attaques en sept jours, et avoir procédé au préalable à des tirs d'effarouchement.

S. G.

INJECTION ALLOYS La table ronde de la dernière chance hier à la préfecture

L'insupportable attente



Les salariés d'Injection Alloys se sont réunis hier devant la préfecture alors que la table ronde se déroulait à l'intérieur.

Photo Vincent OLLIVIER

Il est arrivé rapidement. Il est entré par un petit portail. Et il n'aura pas croisé la route de "ses" salariés de La Roche-de-Rame. Le PDG d'Injection, M. Steckly, n'a pas filé à l'anglaise, il est plutôt entré à l'anglaise à la préfecture.

Pourtant, les 37 salariés haut-alpins étaient très calmes devant les grilles du bâtiment.

Pas de banderole, de fumigène, de slogans. Juste l'attente de savoir quel sera leur sort, et s'il sera meilleur que ce qui leur est promis depuis quelques jours.

C'était de la fatalité qui se lisait sur les visages. L'espoir de voir l'usine perdurer ? Les salariés l'ont perdu. « Nous voulons juste pouvoir partir avec des indemnités décentes, pour pouvoir trouver un emploi ailleurs en ayant le temps de se retourner ».

L'une des salariées a succédé dans son usine à son grand-père (qui travaillait sur la "nitro"), son père, ses oncles.

Elle oscille entre l'amertume et la colère. « Elle a bon dos la mondialisation ! ». Un autre : « On est les seuls à produire du calcium sur le

continent. Et l'Europe, qu'est-ce qu'elle fait pour nous l'Europe ? »

Certains se raccrochent à un espoir. « Injection Alloys a un autre site en France. Il ne peut pas partir sans rien faire ! ».

En présence du préfet et des services de l'Etat, d'élus comme Joël Giraud et Gérard Fromm, de représentants syndicaux, et de délégués du personnel, la table ronde s'est poursuivie hier soir autour de M. Steckly et de cet enjeu : comment sortir de l'ornière ?

Lionel ARCE-MENSO